

PRISE EN COMPTE DU DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE DANS LES PLANS NATIONAUX DE DEVELOPPEMENT DES PAYS SWEDD

RAPPORT D'ENQUETE



© Lauren Seibert



SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	4
CONTEXTE DE LA ZONE SWEDD.....	5
1. CONTEXTE DÉMOGRAPHIQUE.....	5
2. CONTEXTE ÉCONOMIQUE.....	7
IMPORTANCE DU BUDGET DANS LES POLITIQUES ECONOMIQUES	9
METHODOLOGIE	10
1. LE QUESTIONNAIRE.....	10
2. LA MÉTHODE D'ANALYSE.....	10
RESULTATS DE L'ENQUETE	14
1. BREF APERÇU DES PLANS NATIONAUX DE DÉVELOPPEMENT DES PAYS SWEDD.....	14
2. LES PLANS NATIONAUX DE DÉVELOPPEMENT ET LE DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE.....	16
a. Les dimensions du DD	16
b. Existence d'actions spécifiques pour la mise en œuvre	17
c. Existence de lignes budgétaires pour la mise en œuvre.....	17
d. Existence d'indicateurs de suivi	18
e. Analyse du budget.....	19
3. GUIDE DE PROGRAMMATION DU DD : MISE EN ŒUVRE ET DIFFI- CULTÉS RENCONTRÉES	22
CONCLUSION	26
REFERENCES.....	27
ANNEXE : QUESTIONNAIRE.....	28

LISTE DES TABLEAUX

<i>Tableau 1 : Regroupement des dimensions.....</i>	<i>20</i>
<i>Tableau 2 : Classement des pays suivant l'importance du budget alloué aux dimensions.....</i>	<i>21</i>
<i>Tableau 3 : Taux d'exécution des étapes du Guide de programmation (%).....</i>	<i>25</i>

LISTE DES GRAPHIQUES

<i>Graphique 1 : Pyramide des âges de la zone SWEDD en 2015 (effectif en milliers)</i>	<i>6</i>
<i>Graphique 2 : Taux de croissance économique des pays SWEDD, 2007 et 2017.....</i>	<i>9</i>
<i>Graphique 3 : Pourcentage de pays ayant intégré dans leur PND les dimensions du DD</i>	<i>16</i>
<i>Graphique 4 : Pourcentage de pays ayant prévu des actions dans le PND pour chaque dimension du DD.</i>	<i>17</i>
<i>Graphique 5 : Pourcentage de pays ayant prévu une ligne budgétaire pour chaque dimension du DD</i>	<i>18</i>
<i>Graphique 6 : Pourcentage de pays ayant défini des indicateurs de mesure de performance pour chaque dimension.....</i>	<i>19</i>
<i>Graphique 7 : Analyse factorielle de l'allocation budgétaire des pays SWEDD.....</i>	<i>20</i>
<i>Graphique 9 : Pourcentage de pays ayant mis en œuvre les étapes du Guide de programmation du DD</i>	<i>23</i>
<i>Graphique 10 : Score des pays pour la mise en œuvre (en %)</i>	<i>23</i>

INTRODUCTION

Dans le but de contribuer au renforcement de l'élaboration des politiques et de la capacité d'analyse des acteurs nationaux sur les questions de dividende démographique (DD), les pays SWEDD se sont dotés d'Observatoires nationaux du dividende démographique (ONDD). Ces ONDD permettent de produire des outils de suivi des indicateurs socio-économiques et démographiques et de renforcer la prise en compte de ceux-ci dans les stratégies de développement des pays afin d'optimiser la capture du DD. A cet effet, un indice composite de suivi du DD calculé sur la base de cinq dimensions (dépendance économique, cadre de vie, pauvreté, capital humain, réseaux et territoires) en lien avec les piliers du DD de l'Union Africaine a été créé dans l'optique d'assurer la prise en compte et le suivi des indicateurs du DD tant au niveau national qu'au niveau régional. Implémenté dans tous les sept pays SWEDD, cet indice composite, nommé DDMI, mesure le niveau atteint par chaque pays en termes d'exploitation du DD.

Dans cette perspective et en vue d'accélérer la capture du DD en Afrique, l'UNFPA en tant qu'Appui technique du Projet SWEDD, a élaboré et présenté à Nouakchott en Février 2019 un Guide de programmation du dividende démographique qui définit les différentes étapes du processus de prise en compte des questions relatives au DD dans les politiques de développement. Ces étapes, au nombre de 9, comprennent notamment l'élaboration des profils-pays, le suivi-évaluation (via la construction d'indice composite du DD), et le modèle de généralisation [conduisant à l'intégration du DD dans le Plan national de développement (PND)]. Toutefois, avant d'aller vers le modèle de généralisation, une des étapes cruciales prévues par le Guide de programmation est le *gap analysis* qui fait un diagnostic des PND en mesurant leurs lacunes en matière d'intégration des questions relatives au DD. Ce diagnostic s'effectue en se basant sur les champs ou dimensions définies par l'indice composite.

C'est dans ce contexte qu'une enquête a été effectuée dans sept pays SWEDD pour collecter des informations sur la mise en œuvre du Guide de programmation et la prise en compte du DD par les pays SWEDD.

Le présent rapport d'enquête fait un diagnostic du PND des pays SWEDD en mesurant le niveau de prise en compte du dividende démographique dans les programmes de développement, sur la base des champs couverts par l'indice composite. Il évalue également la mise en œuvre du Guide de programmation du DD par les différents pays et les difficultés qu'ils rencontrent dans ce processus.

CONTEXTE DE LA ZONE SWEDD

La zone SWEDD renvoie à l'ensemble des sept pays qui bénéficient de la mise en œuvre du Projet SWEDD. Il s'agit notamment du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad. Située en Afrique de l'Ouest et du Centre, la zone SWEDD s'étale sur une superficie de 5 419 800 km². Elle abrite des territoires relativement vastes, la superficie individuelle des pays respectifs du SWEDD dépassant 1 000 000 km², excepté celle du Bénin (114 763), du Burkina Faso (274 400) et de la Côte d'Ivoire (322 462). La zone SWEDD est limitée par des pays tels que le Sénégal et le Nigeria au sud, l'Algérie et la Libye au nord et le Soudan à l'est. A l'instar des autres pays sahéliens¹, la zone SWEDD possède un climat semi-aride chaud à alternance saison sèche/hivernale, avec des saisons des pluies relativement régulières sauf pour les parties quasi entièrement pénétrées par le Sahara. Sur le plan administratif, les pays de la zone SWEDD ne disposent pas des mêmes types de découpages territoriaux (12 départements au Bénin ; 13 régions au Burkina Faso ; 14 districts en Côte d'Ivoire ; 8 régions et 1 district au Mali ; 12 wilayas et 1 district en Mauritanie ; 8 régions au Niger et 23 régions au Tchad). Fidèle au caractère très diversifié du peuplement en Afrique, la zone SWEDD connaît un fort brassage ethnique avec plus d'une centaine d'ethnies.

1. CONTEXTE DÉMOGRAPHIQUE

Les dynamiques démographiques dans les pays SWEDD sont caractérisées par une forte croissance de la natalité combinée à une baisse relative de la mortalité. L'accroissement naturel est relativement supérieur au solde migratoire pour chaque pays. Les statistiques démographiques des pays de la zone montrent que, entre 2005 et 2015, le taux de croissance démographique de la zone fluctuait autour de 3.05% et 3.1% et l'effectif des jeunes de moins de 15 ans oscille autour de 46% de la population totale. Le taux de dépendance démographique de la zone est estimé à 94% environ en 2015 alors qu'il était de 100% en 2005. Cela témoigne d'une légère baisse des personnes inactives réduisant ainsi la forte dépendance démographique comme l'illustre le graphique ci-dessous.

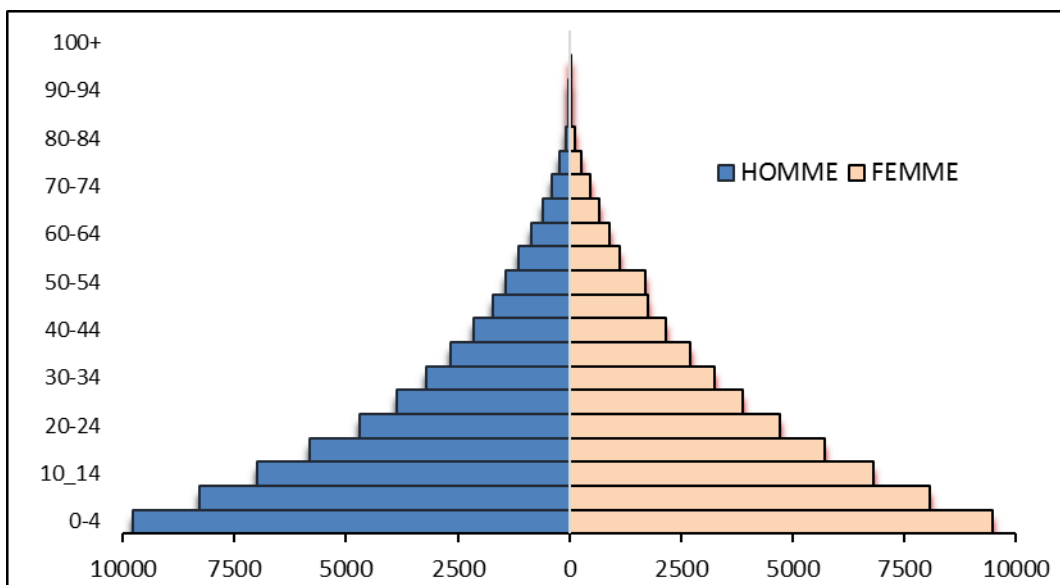
La Mauritanie en présente le plus bas sans doute à cause de la diminution de son indice synthétique de fécondité ; ensuite vient la Côte d'Ivoire. Le Niger, géant de la zone en matière démographique, est le seul à enregistrer une hausse considérable en passant de 100 à 111. Le Mali n'a enregistré qu'un point en hausse. Le nombre d'enfant par femme âgée de 15 à 49 ans s'est tablé à 5.77 dans la zone SWEDD (calculé avec les données de la Banque mondiale) en 2015 avec un maximum de 7.29 au Niger et des minima de 4.9 et 4.7 en Côte d'Ivoire et en Mauritanie respectivement. L'es-

1 Parmi les pays SWEDD, seule la Côte d'Ivoire n'est pas un pays sahélien.

pérance de vie de la zone entre les 2 dates est passée de 51.78 à 57.22 (calculée avec les données de la Banque mondiale) avec des fluctuations de 52 à 63 entre les pays en 2015. Ce dernier paramètre a accru pour chaque pays entre ces deux dates justifiant les efforts en matière de santé, d'éducation, d'épargne, etc.

L'analyse de la pyramide des âges des pays SWEDD montre une prépondérance de la population jeune. En effet, la pyramide des âges présente une base très large qui se rétrécit au fur et à mesure que l'âge augmente. Au-delà de 70 ans, la base devient très petite voire presque inexistante. Cela donne une idée du niveau moyen de l'espérance de vie (autour de 60 ans) dans la zone et montre que les défis de ces pays en termes de politiques publiques doivent être axés sur la jeunesse.

Graphique 1 : Pyramide des âges de la zone SWEDD en 2015 (effectif en milliers)



Source : CREG 2020, à partir des données des Nations Unies

Les caractéristiques démographiques des pays du projet SWEDD sont relativement similaires. En effet, ils présentent une croissance de plus de 3% en moyenne favorisée en grande partie par l'indice de fécondité moyen de 5,7 enfants par femme en 2014. Les pays tels que le Niger, le Mali et le Tchad sont ceux détenant les taux de fécondité les plus élevés.

Les déterminants et caractéristiques principaux de la croissance démographique dans ces pays, bien que présentant des similarités fortes, il existe une certaine spécificité des pays qui influe sur cette croissance démographique. Par exemple, la croissance démographique en Côte d'Ivoire présente trois principales caractéristiques majeures à savoir : (i) un taux d'accroissement naturel élevé ; (ii) une immigration massive en provenance des états voisins et (iii) une augmentation de la population différenciée suivant les régions et suivant le milieu rural ou urbain.

2. CONTEXTE ÉCONOMIQUE

Les pays SWEDD bénéficient en moyenne d'une situation économique relativement favorable pour un essor économique soutenu et durable. En effet, Entre 2007 et 2017, la croissance économique des pays SWEDD est passée de 3,25% à 5,15%² en moyenne. Toutefois, la zone a connu une récession économique entre 2004 et 2014 où le taux de croissance économique est passé de 6,96% à 5,24% respectivement suivi d'une reprise après 2014.

En 2007, le Bénin et le Burkina Faso étaient les poumons économiques de la zone SWEDD. Le Bénin, grâce aux gains d'efficacité du Port de Cotonou dont il a bénéficié cette année, était un important centre commercial régional. Cela a contribué à stimuler les échanges et à réduire les coûts des transactions commerciales. De plus, des conditions météorologiques favorables associées à la gestion relativement efficace des récentes campagnes cotonnières ont permis d'accroître la production de coton et d'autres produits agricoles. Récemment, le Bénin enregistre une croissance économique soutenue (6% en 2018), tirée par des investissements publics en hausse. Ces investissements concernent principalement des projets relevant du Programme d'action gouvernemental 2016-2021 (PAG). Globalement, les investissements prévus dans ce programme devraient dépasser 15 milliards USD. Parmi les autres facteurs qui stimuleront la croissance économique du pays figure la reprise de l'économie nigériane, liée à la robustesse de la production de coton local. Selon le Fonds monétaire international (FMI), la croissance économique du Bénin devrait s'établir à 6,3% en 2019 et à 6,7% en 2020. En 2018, le déficit public s'est élevé à 4,7% du PIB, résultat attribué aux investissements publics soutenus menés dans le cadre du programme d'action du gouvernement « Bénin Révélé ». Le taux d'inflation du pays a atteint 2,30% en 2018, soit un niveau inférieur à la norme fixée par l'Union monétaire ouest-africaine (UEMOA). La dette publique a continué d'augmenter pour atteindre 56,8% en 2018, sous l'effet d'une augmentation des emprunts et des obligations nécessaires pour financer le budget.

Le Burkina Faso a eu à enregistrer des performances remarquables vers les années 2007 sous l'effet du dynamisme de quelques facteurs et des secteurs de l'activité économique tels que l'agriculture, l'élevage, l'industrie, le commerce extérieur, l'investissement et certains facteurs de l'environnement international. Actuellement, l'économie du Burkina Faso repose principalement sur l'agriculture (près de 30% du PIB), mais également le pays est le 4ème producteur d'or de l'Afrique. Ces dernières années, le pays a connu une forte croissance économique, tirée par la production d'or et de coton. Après un ralentissement en 2015, l'activité économique s'est considérablement redressée, atteignant 6,4% et 5,9% en 2017 et 2018 respectivement, grâce à l'aug-

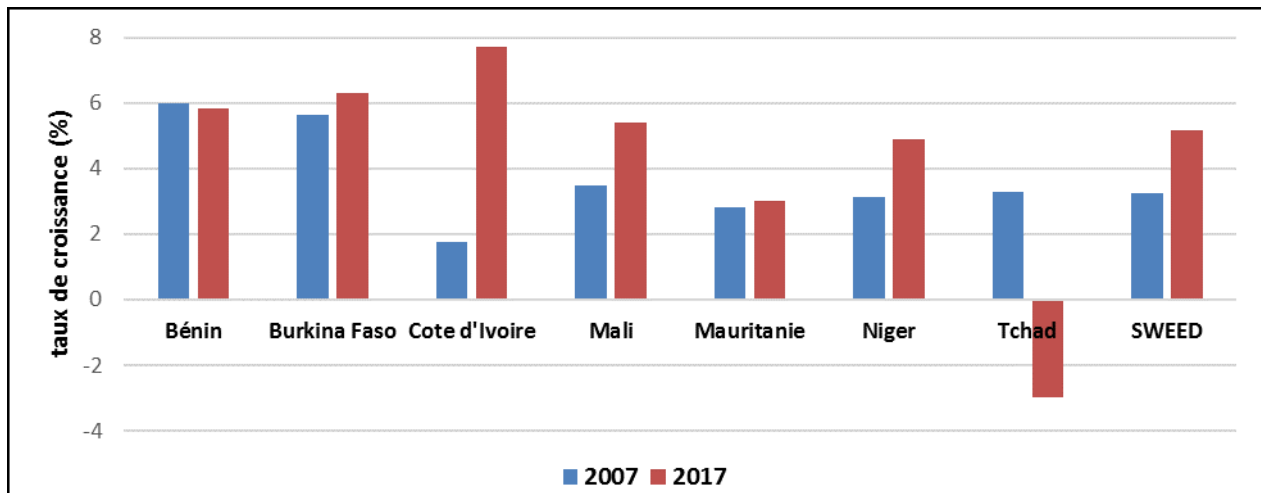
2 *Taux moyens calculés avec des données de la Banque mondiale*

mentation de la production agricole et à une meilleure performance minière, partiellement compensée par une baisse de la production de coton due à des conditions climatiques difficiles (le pays ayant perdu son statut de premier producteur africain en faveur du Mali). La croissance devrait se maintenir autour de 6% au cours des deux prochaines années grâce à une augmentation des investissements publics (FMI). En ce qui concerne les finances publiques, le ratio de la dette au PIB était estimé à 41,2% en 2018 (contre 38,1% l'année précédente), tandis que le déficit budgétaire - 5% en 2018 contre 7,7% en 2017. Le Burkina Faso s'est allié au Mali et à la Côte d'Ivoire pour lancer des zones économiques spéciales communes dans les régions de Sikasso, Bobo-Dioulasso et Korhogo. Sur le plan extérieur, le pays est vulnérable à la volatilité des prix des importations de pétrole ainsi que des prix de l'or et du coton. Le secteur aurifère est l'un des principaux moteurs économiques du pays, représentant 12% du PIB et plus de 60% des exportations, et la production devrait augmenter en 2019 grâce au lancement des activités commerciales à la mine Boungou en septembre 2018.

En 2007, l'inflation la plus forte dans la zone SWEDD était enregistrée par la Mauritanie avec 7.25% contre -8.97% pour le Tchad qui avait enregistré une déflation d'après les données de la Banque Mondiale. En 2017, les taux d'inflation moyens des pays SWEDD ont sensiblement baissé et restent en deçà de 3%. La croissance économique de la zone est portée par les performances économiques de la Côte d'Ivoire essentiellement dues au secteur agricole qui a bénéficié de conditions climatiques et les cours des matières premières (cacao, café, etc.) avantageuses. En termes de finances publiques, le gouvernement a réussi à contrôler les fluctuations de ses comptes qui enregistrent un déficit moins élevé que prévu de 4,2 % du PIB tout en continuant sa politique ambitieuse d'investissement avec une présence remarquée sur les marchés financiers.

Principalement dépendante de l'industrie pétrolière, l'économie tchadienne a connu deux années successives de récession, 2016 et 2017 due à la chute du prix du pétrole. Le climat des affaires est aussi défavorable à l'éclosion du secteur privé, de même que la corruption élevée. A cela s'ajoute l'assèchement inquiétant du lac Tchad avec des effets négatifs sur les autres secteurs notamment la production du Coton, la pêche et l'environnement.

Graphique 2 : Taux de croissance économique des pays SWEDD, 2007 et 2017



Source : CREG 2020, à partir des données de la Banque mondiale

La structure économique de la zone SWEDD montre la prédominance du secteur primaire. En 2014, la contribution de ce dernier dans le Produit Intérieur Brut des pays de la zone varie entre 40% et 70%. Le taux croissance économique de 3.1% de la Mauritanie de 2015, est dû aux secteurs primaire et tertiaire représentant 68% du PIB. En 2007, au Bénin, l'agriculture représente 37.1% du PIB et fournit 70% de mains d'œuvre. Quant à l'économie malienne, elle reste dominée également par le secteur primaire. Pour la côte d'ivoire, le Tchad, le Burkina Faso, le Niger aussi, l'agriculture se trouve être le principal pourvoyeur de l'économie.

IMPORTANCE DU BUDGET DANS LES POLITIQUES ECONOMIQUES

Les débats sur les questions de politiques budgétaires font l'objet d'une attention particulière. Ainsi, la littérature économique tourne principalement autour de l'efficacité des politiques budgétaires et de l'impact des instruments de politiques budgétaires sur l'activité économique.

L'efficacité des politiques budgétaires est très souvent appréhendée grâce à la mesure de leurs effets multiplicateurs. Selon Creel et al (2011), la plupart des multiplicateurs peuvent être qualifiés de type keynésien compte tenu de leur impact important sur le PIB. Il convient aussi de signaler que l'impact d'une politique budgétaire est fonction des instruments utilisés et dépend aussi d'autres facteurs. Selon les investigations empiriques, l'impact d'instruments comme les dépenses publiques, les impôts ou les prélèvements obligatoires sur l'activité diffère selon la période de prévision utilisée, suivant la structuration productive ou fiscale, la structure du budget (fonctionne-

ment, investissements et transferts, secteurs prioritaires), la taille et la structure démographique. Par exemple, dans les pays à fort taux de dépendance démographique, les dépenses sociales augmentent plus vite que celles destinées au renforcement des infrastructures productives du pays considéré (Creel et al, 2011).

Concernant l'impact attendu d'une politique budgétaire sur le court et le moyen terme, il oppose l'école parlant strictement d'effets keynésiens et celle préconisant l'existence d'effets anti-keynésiens. Pour les premiers, une augmentation d'un point des dépenses publiques comme une baisse d'un point doit avoir pour effet une hausse du PIB de plus d'un point. A l'inverse, les seconds remettent en cause la possibilité qu'une politique budgétaire puisse engendrer une augmentation plus que proportionnelle du PIB. C'est dans ce cadre qu'on a préconisé l'existence de multiplicateur budgétaire négatif qualifié aussi de multiplicateur anti-keynésien. Cependant, Creel et al (2005) font remarquer que la survenance des effets de multiplicateurs négatifs ne relève que d'illusion statistique liée au défaut de prise en compte des nombreuses autres politiques effectuées simultanément par les autorités dans le cadre des politiques publiques.

METHODOLOGIE

Cette partie méthodologique fait une brève présentation du questionnaire qui a été administré ainsi que la méthode d'analyse des données collectées.

1. LE QUESTIONNAIRE

L'enquête menée dans les pays SWEDD a permis de disposer d'informations sur l'intégration du dividende démographique dans les PND et la mise en œuvre du Guide de programmation. Le questionnaire contient cinq grandes sections. La section 0 est une section préliminaire qui collecte des informations d'ordre général sur le PND de chaque pays. La section 1 porte sur la mise en œuvre du Guide programmation du DD et les difficultés rencontrées. Le diagnostic du PND par rapport aux champs de DDMI que celui-ci couvre est assuré par la section 2. Les sections 3 et 4 évaluent respectivement l'existence d'actions budgétaires et d'indicateurs de suivi des champs de DDMI intégrés dans le PND.

2. LA MÉTHODE D'ANALYSE

L'exploitation des données de l'enquête est effectuée à travers des tris à plat et l'analyse factorielle. Les tris à plat ont permis d'analyser la proportion de pays ayant considéré les champs du DD dans le PND à travers, notamment, l'existence d'actions ou de lignes budgétaires dédiées. Ils ont aussi permis le niveau de mise en œuvre du Guide

de programmation. L'analyse factorielle des correspondances étudie l'allocation budgétaire des différents pays et essaye de dégager des similitudes entre ces derniers, ainsi que des associations (attraction) des pays avec les dimensions. L'encadré ci-dessous présente le principe général de l'analyse factorielle des correspondances.

■ *Encadré 1 : Analyse factorielle des correspondances*

Pour Benzécri (1976), l'Analyse Factorielles des Correspondances (AFC) vise à trouver des liens ou correspondances entre deux variables qualitatives ou nominales. Par rapport à l'AFC, on observe les différences de comportement des individus vis-à-vis des indicateurs retenus.

L'analyse des correspondances s'applique en premier lieu à une table de contingence, appelé aussi tableau croisé, à n lignes et p colonnes, qui ventile une population selon deux variables qualitatives à n et p modalités. Les lignes et les colonnes jouent donc des rôles similaires. Cette approche est présentée comme une technique souple d'analyse exploratoire de données multidimensionnelles.

Notons une différence importante entre l'analyse des correspondances et l'analyse en composantes principales : les transformations opérées sur le tableau dans les deux espaces sont identiques (car les ensembles mis en correspondance jouent des rôles analogues).

Par rapport à la distance entre deux points qualitatifs on s'intéresse à la distance du Chi-deux (χ^2). La distance du χ^2 offre l'avantage de vérifier le principe d'équivalence distributionnelle. Ce principe assure la robustesse des résultats de l'analyse des correspondances vis-à-vis de l'arbitraire du découpage en modalités des variables nominales. Il s'exprime de la façon suivante : si deux lignes (resp. colonnes) du tableau de contingence ont même profil (sont proportionnelles) alors leur agrégation n'affecte pas la distance entre les colonnes (resp. lignes). On obtient alors un nouveau point-ligne (resp. point-colonne) de profil identique et affecté de la somme des fréquences des deux points-lignes (resp. points-colonnes). Cette propriété de la distance du Chi-deux qui permet de vérifier l'équivalence distributionnelle est importante car elle garantit une certaine invariance des résultats vis-à-vis de la nomenclature choisie pour la construction des modalités d'une variable qualitative.

Pour plus de détails voir :

Benzécri J.P. (1976), *L'Analyse des Données 2 : L'Analyse des correspondances*, Dunod, 616 pages.

Par ailleurs, la nécessité de classer les pays suivant l'importance du budget alloué aux dimensions justifie la construction de score (ou d'indice) pour faciliter le classement. Dans la littérature, il existe différentes techniques ou approches utilisées pour la construction d'un indice. Les paragraphes ci-dessous présentent quelques-unes d'elles.

Quelques méthodes de construction d'indice

Les méthodes exposées ici sont celles plus généralement rencontrées dans la littérature. Le choix de chaque méthode et technique dépend fondamentalement des propriétés des données et du cadre théorique et conceptuel sous-jacent.

i. Analyse multivariée

Comme discuté plus haut, trois approches sont sollicitées pour l'analyse multivariée. Il s'agit de l'analyse factorielle, l'analyse en grappes (clusters) et le coefficient alpha de Cronbach.

L'analyse factorielle dont les ACP ont la capacité de résumer un ensemble d'indicateurs simples tout en préservant la plus grande part possible de la variation totale dans l'ensemble de données originales. Cependant, cette approche est très sensible à des modifications des données initiales, à la présence des données aberrantes et aux problèmes de taille des échantillons.

Le coefficient alpha de Cronbach tente de mesurer la cohérence interne de l'ensemble d'indicateurs individuels, c'est-à-dire la qualité avec laquelle ils décrivent une construction unidimensionnelle. Une des faiblesses de ce coefficient est que les corrélations ne représentent pas nécessairement l'influence réelle des indicateurs individuels sur l'évolution du phénomène exprimé par l'indice.

La méthode des clusters offre une façon différente de regrouper les pays ; donne un aperçu de la structure de l'ensemble de données. Toutefois, il s'agit d'une technique purement descriptive et pourrait ne pas être transparente si les choix méthodologiques faits au cours de l'analyse ne sont pas clairement motivés et expliqués.

ii. Normalisation des données

Les méthodes et techniques de normalisation des données existent en grand nombre et très variées les unes des autres. Le choix de l'une d'entre elles devrait donc être bien motivé et est fondé sur des concepts théoriques assez solides. Freudenberg (2003) et Jacobs et al. (2004) ont fait une synthèse des méthodes de normalisation. Ils ont identifié environ neuf (09) méthodes de normalisation des données. Nous en exposons quelques-unes ici.

- **Le classement** : C'est la technique de normalisation la plus simple. Cette méthode n'est pas affectée par les valeurs aberrantes et permet de suivre dans le temps les performances des pays en termes de positions relatives.

La formulation mathématique donne : $I_{qc}^t = Rang (X_{qc}^t)$

- **La standardisation** : Cette méthode convertit les indicateurs en une échelle commune avec une moyenne de zéro et un écart-type de un. Les indicateurs ayant des valeurs extrêmes ont donc un effet plus important sur l'indicateur composite. Cela peut ne pas être souhaitable si l'intention est de récompenser un comportement exceptionnel, c'est-à-dire si l'on estime qu'un très bon résultat sur quelques indicateurs est meilleur qu'un grand nombre de notes moyennes.

L'équation de normalisation par standardisation s'écrit :
$$I_{qc}^t = \frac{X_{qc}^t - X_{qc=\bar{c}}^t}{\sigma_{qc=\bar{c}}^t}$$

- **La transformation Min-Max** : elle normalise les indicateurs pour avoir une plage identique [0, 1] en soustrayant la valeur minimale et en divisant par la plage des valeurs des indicateurs. Toutefois, des valeurs extrêmes ou des valeurs aberrantes pourraient fausser l'indicateur transformé.

Sous forme mathématique, on a :
$$I_{qc}^t = \frac{X_{qc}^t - \min_c(X_q^{t_0})}{\max_c(X_q^{t_0}) - \min_c(X_q^{t_0})}$$

- **La distance à une référence** : C'est une mesure de la position relative d'un indicateur donné par rapport à un point de référence. Il pourrait s'agir d'un objectif à atteindre dans un délai donné.
- **L'échelle catégorielle** : Elle attribue un score pour chaque indicateur. Les catégories peuvent être numériques, comme une, deux ou trois étoiles, ou qualitatives, comme « entièrement atteint », « partiellement atteint » ou « non atteint ».
- **Les indicateurs au-dessus ou en dessous de la moyenne** sont transformés de telle sorte que les valeurs autour de la moyenne reçoivent 0, alors que celles au-dessus/en dessous d'un certain seuil reçoivent respectivement 1 et -1.

NB : X_{qc}^t est la valeur de l'indicateur q pour le pays c au temps t . C est la référence pays, I_{qc}^t est la valeur normalisée de X_{qc}^t . Il est également important de rappeler que le choix de la méthode de normalisation n'est pas le fruit du hasard. Il doit obéir à un certain nombre de principes.

iii. Schéma de pondération et d'agrégation

Un autre point qui suscite beaucoup de critiques est celui de la pondération et d'agrégation. La critique la plus récente est celle de Galambosné (2018) contre la méthode de pondération de l'indicateur de vivre mieux de l'OCDE (2011). Plusieurs techniques essentiellement d'ordre statistique sont utilisées pour pondérer et agréger les indicateurs de l'indice. On peut citer la méthode DEA (*Data Envelopment Analysis*), modèles de composantes inobservées, processus d'allocation du budget, analyse

hiérarchique ascendante et l'analyse conjointe. Par ailleurs, indépendamment des méthodes utilisées, la pondération reste fondamentalement basée sur le jugement de l'auteur (OCDE 2008). En général, il existe trois méthodes d'agrégation des indicateurs à savoir : la méthode linéaire, géométrique et la méthode multicritère. Le choix de l'une des méthodes dépend encore une fois des objectifs poursuivis et des propriétés des données.

RESULTATS DE L'ENQUETE

1. BREF APERÇU DES PLANS NATIONAUX DE DÉVELOPPEMENT DES PAYS SWEDD

Tous les pays SWEDD disposent d'un document stratégique de politique national (ou plan national de développement). Bien que la période de référence varie d'un pays à un autre, les plans nationaux de développement des pays SWEDD s'inscrivent dans une vision globale similaire, celle d'une croissance inclusive et du développement durable.

Au Bénin, l'actuel document de politique qui s'intitule **Plan National de Développement (PND)** s'étale sur la période 2019-2025. La vision du PND 2019-2025 est de *"faire du Bénin un pays phare, un pays bien gouverné, uni et de paix à économie prospère et compétitive, de rayonnement culturel et de bien-être social"*. Son objectif général est d'atteindre une croissance soutenue, inclusive et durable de 10% en 2025 axée sur le développement de l'agro-industrie, des services et du tourisme.

Au Burkina Faso, le **Plan National de Développement Economique et Social (PNDES)** est planifié sur la période 2016-2020. La vision du PNDES à l'horizon 2020 se formule comme suit : *"le Burkina Faso, une nation démocratique, unie et solidaire, transformant la structure de son économie pour réaliser une croissance forte et inclusive, au moyen de modes de consommation et de production durables"*.

Le Mali vient de lancer son nouveau document de politique nommé **Cadre pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD)**. Ce document de politique sera mis en œuvre sur une période de quatre ans allant de 2019 à 2023. Le CREDD 2019-2023 s'inscrit dans une vision formulée comme suit : *"un Mali bien gouverné, où le vivre ensemble harmonieux des différentes composantes de la société est restauré, la paix consolidée et la sécurité collective et individuelle assurée dans l'unité, la cohésion et la diversité, où le processus de création de richesse est inclusif et respectueux de l'environnement et où le capital humain est valorisé au bénéfice notamment des jeunes et des femmes"*.

La **Stratégie nationale de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP)** est le référentiel de politique de développement de la Mauritanie. Sa mise en œuvre s'étale sur une période de 15 ans, allant de 2016 à 2030. La vision d'avenir, intitulée « **La Mauritanie que nous voulons en 2030** », est *fondée sur les valeurs de l'Islam sunnite et tolérant, de la cohésion et de la paix sociales, de l'équité et de la solidarité, de l'unité nationale, de la justice et de la démocratie, de la transparence et des droits de l'Homme dans un cadre de bonne gouvernance*. Elle vise à réaliser une croissance économique forte, inclusive et durable, en vue de satisfaire les besoins essentiels de tous les citoyens et leur assurer un mieux-être.

Pour sa politique de développement, le Niger s'appuie actuellement sur le **Plan de Développement Economique et Social (PDES)** qui est une déclinaison de la Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive (SDDCI) Niger 2035. La vision globale de cette stratégie à l'horizon 2035 est de faire du Niger *"un pays uni, démocratique et moderne, paisible, prospère et fier de ses valeurs culturelles, sous-tendu par un développement durable, éthique, équitable et équilibré, dans une Afrique unie et solidaire"*. Le PDES dont l'objectif est de *"contribuer à bâtir un pays pacifique, bien gouverné avec une économie émergente et durable, et une société fondée sur des valeurs d'équité et de partage des fruits du progrès"*, est planifié sur la période 2017-2021.

Le **Plan National de Développement (PND)** est le document de référence de toutes les politiques et programmes du Tchad sur la période allant de 2017 à 2021. Ce programme qui repose sur le crédo « *Ensemble, œuvrons pour un Tchad toujours fort, solidaire et prospère* » est le premier d'un projet de société dénommé « la Vision 2030, le Tchad que nous voulons ». En effet, ce projet de société compte trois programmes de développement

Le PND 2017-2021, document cadre de référence de la politique nationale des interventions de l'État et de ses partenaires, a pour objectif général de jeter les bases d'un Tchad émergent dans un climat de stabilité.

Outil d'opérationnalisation de la Vision Guinée 2040, le **Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) 2016-2020**, constitue la deuxième génération de plan sous la 3ème République, après le Plan Quinquennal 2011-2015. En fin de phase, le PNDES s'était fixé pour objectif global de « *promouvoir une croissance forte et de qualité pour améliorer le bien-être des Guinéens, opérer la transformation structurelle de l'économie, tout en mettant le pays sur la trajectoire du développement durable* ».

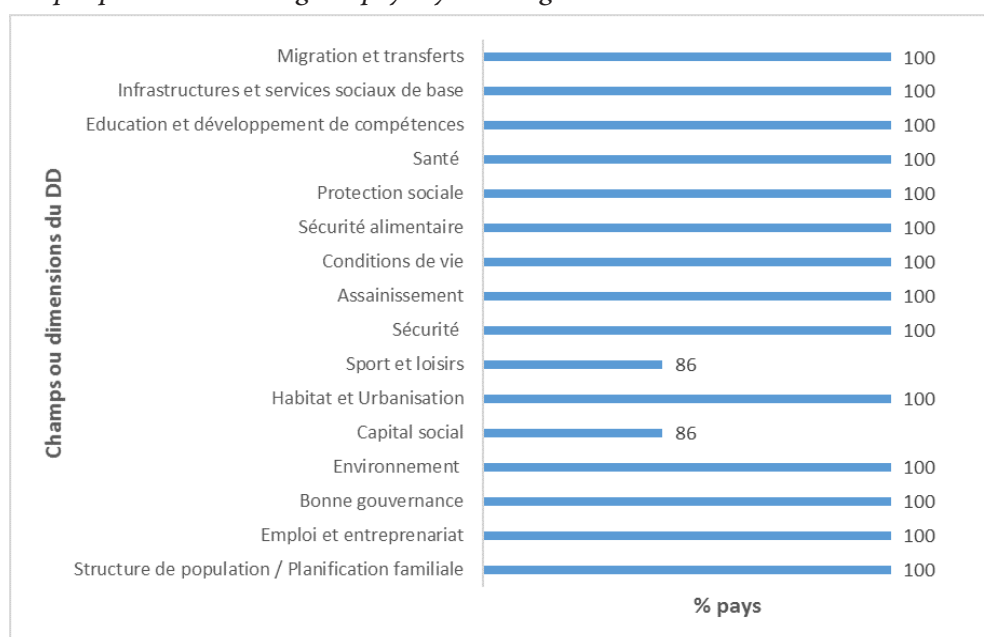
2. LES PLANS NATIONAUX DE DÉVELOPPEMENT ET LE DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE

La prise en compte de la problématique du dividende démographique dans les plans nationaux de développement des pays SWEDD est une réalité. En effet, tous les pays SWEDD reconnaissent avoir intégré dans leur plan national de développement les questions relatives au dividende démographique. Le Tchad, le Burkina Faso et la Guinée présentent le nombre d'occurrences le plus faible du terme « dividende démographique » dans le plan de développement, soit respectivement 5, 7 et 8. La Mauritanie est le pays qui compte le nombre maximal d'occurrences (48) du terme DD dans son plan national. Il est suivi par le Mali et le Niger dont on dénombre respectivement 32 et 25 le nombre d'apparition du terme « dividende démographique » dans leurs plans nationaux de développement.

a. Les dimensions du DD

Un diagnostic des plans nationaux de développement des pays SWEDD révèle qu'il existe des champs du DD qui ne sont pas pris en compte par certains pays. En effet, le graphique ci-dessous montre que sur les 16 dimensions, les dimensions « sport et loisirs » et « capital social » sont prises en compte dans les PND de 6 pays sur les 7 pays de la zone. La Guinée est le seul pays de la zone à n'avoir pas intégré ces dimensions dans son PND. Notons toutefois que contrairement aux autres pays du projet qui sont déjà très avancés dans l'intégration de la DD dans leurs programmes, la Guinée n'a intégré le projet SWEDD qu'en 2020. Cette entrée dans le projet laisse donc apparaître un espoir pour l'intégration future de ces dimensions dans les plans de développement de la Guinée.

Graphique 3 : Pourcentage de pays ayant intégré dans leur PND les dimensions du DD

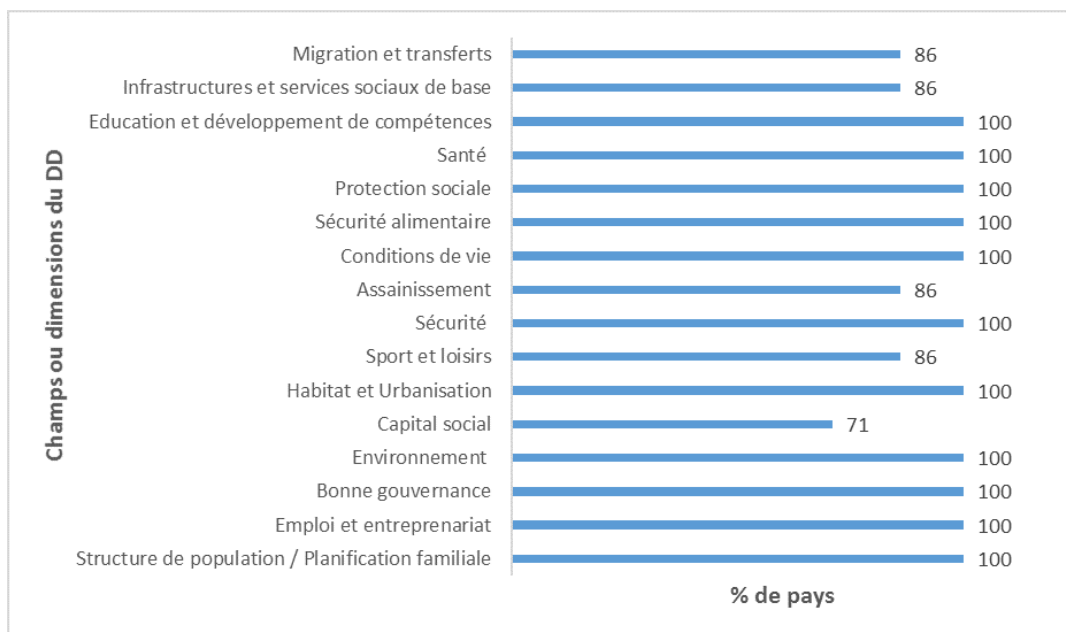


Source : CREG 2020

b. Existence d'actions spécifiques pour la mise en œuvre

L'effectivité de la prise en compte d'une dimension du DD est assurée par l'existence d'actions et de lignes budgétaires dédiées à cette dimension. La presque totalité des pays SWEDD ont planifié des actions spécifiques pour les dimensions du DD. Toutefois, on observe que les dimensions *Capital social*, *Sport et loisirs*, *Assainissement*, *Migrations et transferts ainsi que les infrastructures et services sociaux de base* ne disposent pas d'actions dans certains pays. En effet, le Capital social est pris en compte par 71% des pays tandis que les autres dimensions ci-dessus citées sont prises en compte par 86% des pays. Le Burkina Faso et la Guinée sont les pays dont le plan de développement ne mentionne pas d'actions pour le *Capital social*. Le CREDD du Mali quant à lui ne prévoit pas d'actions pour la prise en compte de la dimension *Sport et loisirs*. Le PND du Tchad est le programme qui manque le plus d'actions pour la mise en œuvre des dimensions du DD. En effet, celui-ci ne prévoit pas d'actions pour la mise en œuvre de l'Assainissement, Infrastructures et services sociaux de base et Migration et transferts au Tchad.

Graphique 4 : Pourcentage de pays ayant prévu des actions dans le PND pour chaque dimension du DD



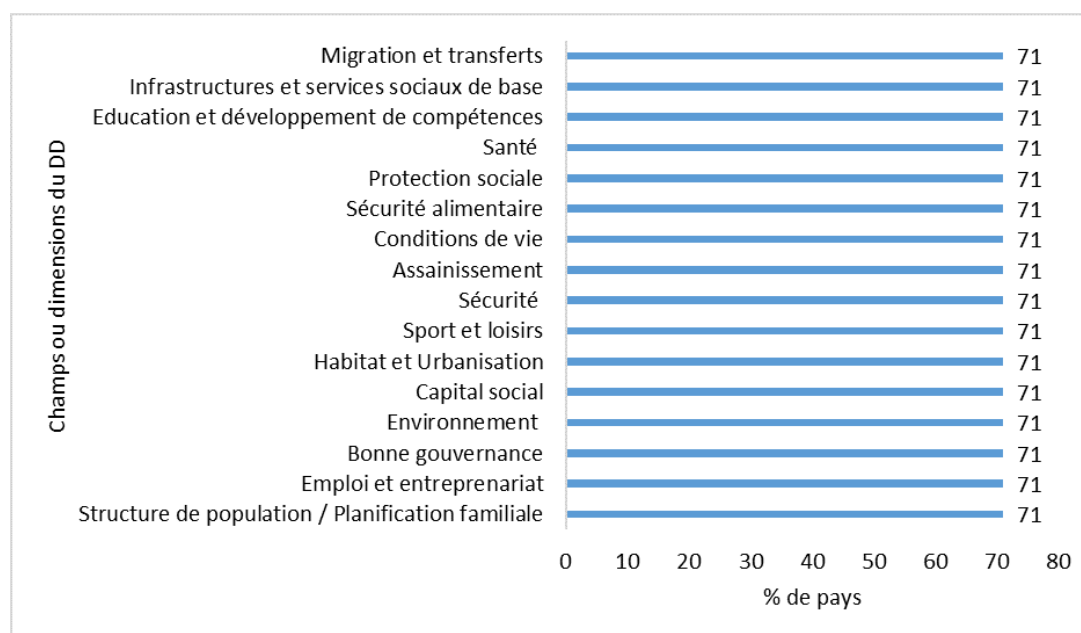
Source : CREG 2020

c. Existence de lignes budgétaires pour la mise en œuvre

Le graphique ci-dessous montre que sur les 7 pays tous les pays ayant prévu des actions sur les dimensions, 5 d'entre eux disposent également de lignes budgétaires pour la réalisation de ces actions. L'existence d'actions de mise en œuvre des dimensions est accompagnée de lignes budgétaires dédiées. Toutefois, le Bénin et la Guinée

n'ont pas renseigné sur l'existence de lignes budgétaires même si l'on peut noter la présence d'actions.

Graphique 5 : Pourcentage de pays ayant prévu une ligne budgétaire pour chaque dimension du DD



Source : CREG 2020

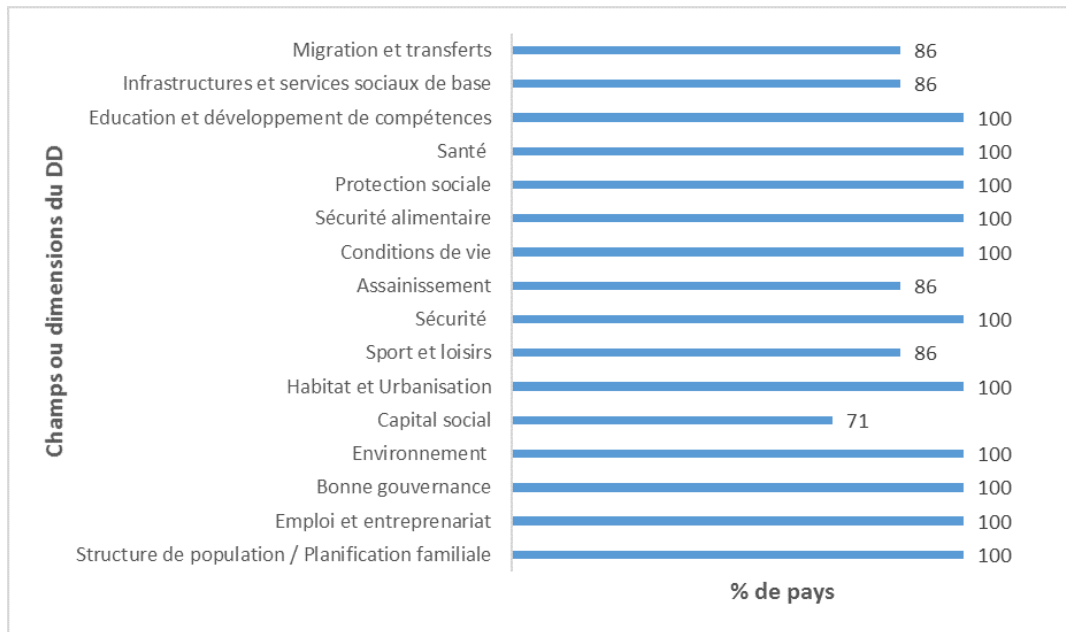
d. Existence d'indicateurs de suivi

Les indicateurs de mesure de performance permettent de faire un meilleur suivi d'exécution des actions planifiées. Les analyses effectuées montrent que la quasi-totalité des pays du projet ont défini des indicateurs de suivi pour l'ensemble des 16 dimensions de prise en compte du DD dans les PND. Le Mali, la Guinée et le Niger sont les pays qui ne disposent pas d'indicateurs spécifiques pour certaines dimensions.

Le Niger, bien qu'ayant prévu des actions pour la prise en compte des *Infrastructures et services sociaux de base*, ne dispose pas d'indicateurs de suivi de ces dimensions. Pour ce qui est de la dimension *Capital social*, le Mali et la Guinée n'ont pas prévu d'indicateurs pour le suivi de cette dernière. Le cas de la Guinée se distingue par l'absence au préalable d'actions spécifiques pour cette dimension.

Des indicateurs sont prévus pour la dimension *Sport et loisir* dans 6 des 7 pays considérés dans cette étude. Le Mali n'ayant pas prévu d'actions pour cette dimension est le seul pays à n'avoir pas d'indicateurs pour le suivi de celle-ci.

Graphique 6 : Pourcentage de pays ayant défini des indicateurs de mesure de performance pour chaque dimension



Source : CREG 2020

e. Analyse du budget

L'analyse du budget cherche à comprendre comment l'allocation budgétaire des pays est orientée pour la mise en œuvre des différentes dimensions du DD. Elle vise également à effectuer un classement des pays suivant l'importance des ressources financières mises à disposition pour le DD. Pour ce faire, une analyse factorielle des correspondances a été menée pour mieux comprendre l'allocation budgétaire des pays. Un score a été également créé pour évaluer l'importance du budget de chaque dimension isolément, mais aussi de l'ensemble des dimensions prises dans leur globalité.

Pour les besoins de l'analyse factorielle et étant donné que le nombre de dimensions (16) dépasse largement celui des pays (7), nous avons procédé à des regroupements des dimensions afin d'obtenir un effectif de dimensions plus ou moins proche de celui des pays. Des dimensions plus ou moins comparables ou ayant plus ou moins la même finalité sont mises dans un seul groupe. Ce retraitement a permis de dégager 8 blocs de dimensions présentés dans le tableau ci-dessous.

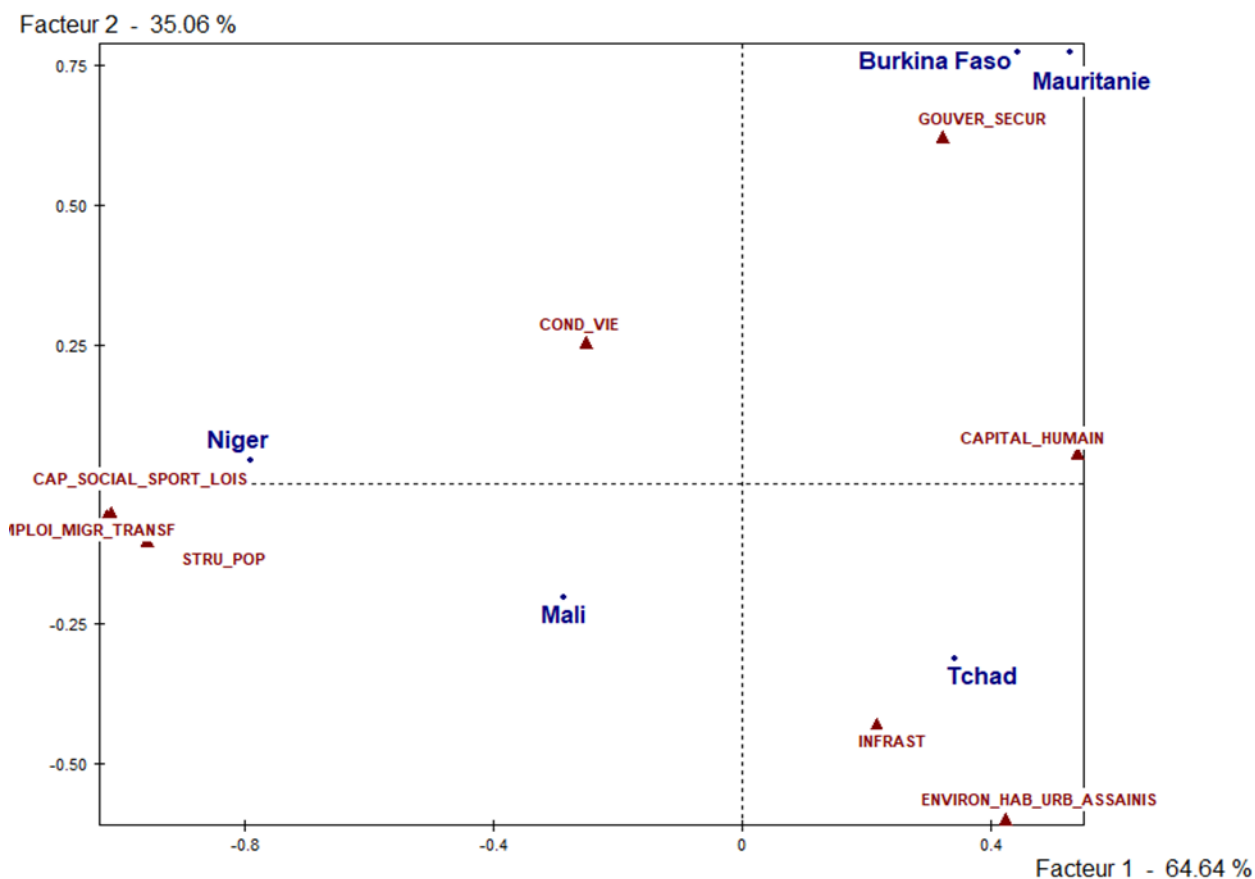
Tableau 1 : Regroupement des dimensions

Blocs	Dimensions			Nom
Bloc 1	Structure de population			STRU_POP
Bloc 2	Emplois et entrepreneuriat	Migration et transferts		EM-PLOI_MIGR_TRANSF
Bloc 3	Gouvernance	Sécurité		GOUVER_SECUR
Bloc 4	Environnement	Habitat et urbanisation	Assainissement	ENVIRON_HAB_URB_ASSAINIS
Bloc 5	Capital social	Sport et loisirs		CAP_SOCIAL_SPORT_LOIS
Bloc 6	Condition de vie	Sécurité alimentaire	Protection sociale	COND_VIE
Bloc 7	Santé	Education		CAPITAL HUMAIN
Bloc 8	Infrastructures			INFRAST

Source : CREG 2020

L'analyse factorielle est effectuée sur les 8 nouvelles dimensions créées. Les résultats de l'analyse factorielle sont présentés dans le graphique ci-dessous.

Graphique 7 : Analyse factorielle de l'allocation budgétaire des pays SWEDD



Source : CREG 2020

Avant l'interprétation des résultats, il convient de signifier que le Bénin et la Guinée n'ont pas fait partie de cette analyse par manque d'informations sur les lignes budgétaires de ces pays.

Selon le graphique de l'analyse factorielle, il existe une certaine préférence dans l'allocation budgétaire des pays par rapport aux dimensions du DD. Dans le plan factoriel, le Burkina Faso et la Mauritanie sont proches de GOUVER_SECUR et CAPITAL HUMAIN. Cela révèle que la gouvernance, la sécurité et le capital humain occupent une part importante du budget de ces pays. Aussi, note-t-on la proximité du Tchad avec INFRAST et ENVIRON_HAB_URB_ASSAINIS. Ainsi, les dépenses publiques tchadiennes dédiées aux projets de construction d'infrastructures et aux projets portant sur l'environnement, l'habitat, l'urbanisation et l'assainissement sont plus importantes que celles des autres secteurs. Concernant le Niger, on observe que l'allocation budgétaire est plus en faveur du changement de la structure de la population, du développement du capital social, du sport et loisirs ainsi que la production d'infrastructures et services sociaux de base. Par ailleurs, le Mali est un pays qui se comporte comme un point barycentre dans le plan factoriel. En effet, il semble se situer à équidistance des différentes dimensions. Cette situation implique que les dimensions sont traitées d'une façon plus ou moins égalitaire dans le budget.

Sous un autre angle, un classement des pays SWEDD a été réalisé en fonction de l'importance du budget alloué aux différentes dimensions. A cet effet, un score par dimension a été défini à partir de la normalisation du budget de la dimension entre les montants minimal et maximal des pays. Un score global est également obtenu sur toutes les dimensions en agrégeant les scores dimensionnels au moyen d'une moyenne. Les résultats de ces scores sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2 : Classement des pays suivant l'importance du budget alloué aux dimensions

Dimensions		Mauritanie	Mali	Burkina Faso	Niger	Tchad
Structure de population	Score	0,001	1,000	0,000	0,679	0,210
	Rang	4	1	5	2	3
Emploi, entrepr., migration, transferts	Score	0,002	1,000	0,000	0,389	0,095
	Rang	4	1	5	2	3
Gouvernance et Sécurité	Score	0,404	1,000	0,265	0,000	0,189
	Rang	2	1	3	5	4
Assainissement, Environ., Habitat et Urbanisation	Score	0,057	1,000	0,000	0,040	0,442
	Rang	3	1	5	5	2
Capital social, Sport et Loisirs	Score	0,003	1,000	0,000	0,316	0,077
	Rang	4	1	5	2	3
Conditions de vie, Sécurité alim, Protection sociale	Score	0,000	1,000	0,162	0,570	0,335
	Rang	5	1	4	2	3
Capital humain (santé, éducation)	Score	0,336	0,630	0,346	0,000	1,000
	Rang	4	2	3	5	1

Dimensions		Mauritanie	Mali	Burkina Faso	Niger	Tchad
Infrastructures et services sociaux de base	Score	0,000	1,000	0,007	0,123	0,554
	Rang	5	1	4	3	2
ENSEMBLE	Score	0,100	0,954	0,097	0,265	0,363
	Rang	4	1	5	3	2

Source : CREG 2020

Avec un score global très proche de 1, le Mali occupe la première place des pays SWEDD par rapport à la taille du budget mis à disposition pour exécuter les projets en rapport avec l'ensemble des dimensions du DD. C'est le seul pays dont le score global dépasse 0,5, ce qui démontre de l'importance des ressources budgétaires engagées comparativement aux autres pays. En effet, la somme des budgets alloués aux dimensions du DD s'élève à 14 314 milliards de FCFA sur une période de quatre ans ; un montant qui est plus de deux fois supérieur à la moyenne régionale évaluée à 5 600 milliards de FCFA. Par ailleurs, le Mali se classe également en première position sur 7 des 8 blocs de dimensions.

Au niveau du classement général, le Tchad et le Niger occupent les deuxième et troisième places avec un score global de 0,363 et 0,265 respectivement. Pour ces deux pays, le budget global des dimensions du DD est évalué à 5 776 milliards de FCFA sur cinq ans pour le Tchad et à 3 702 milliards de FCFA sur quatre ans pour le Niger. La Mauritanie (4e) et le Burkina Faso (4e) terminent le classement général avec des scores inférieurs à 15%.

3. GUIDE DE PROGRAMMATION DU DD : MISE EN ŒUVRE ET DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

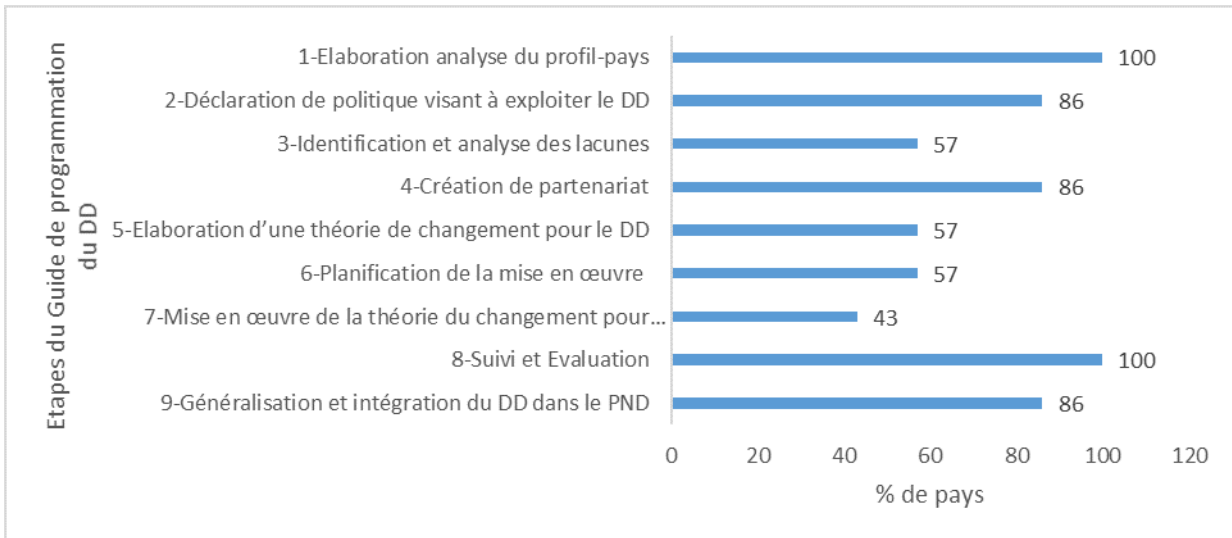
Le Guide de programmation du DD est un document qui fournit des directives et orientations aux pays SWEDD en matière de planification du DD. Ce Guide propose 9 étapes de planification que les pays devraient mettre en œuvre. Selon le graphique ci-dessous, tous les pays SWEDD enquêtés ont mis en œuvre ou ont démarré la mise en œuvre des étapes N°1 et N°8 qui correspondent respectivement à l'analyse du profil-pays et à la définition du plan de suivi-évaluation.

En revanche, 86% des pays soit 6 pays sur 7 ont fait une déclaration politique visant à exploiter le DD (étape N°2), ont noué des partenariats et ont procédé à la généralisation et l'intégration du DD dans leurs PND (étape N°9). Le Bénin et la Guinée sont les pays SWEDD qui n'ont pas encore entamé ces étapes, et cela est dû à leur entrée tardive dans le Projet.

Les étapes N°3, N°5, N°6 et N°7 sont les moins suivies par les pays SWEDD dans leurs programmes et plans. En effet, ces étapes ne sont suivies que par 4 pays sur les 7 pays membres du projet. Le Bénin, le Tchad et la Guinée n'ont pas encore entamé

la mise en œuvre de ces étapes. On note que le Burkina Faso aussi n'a pas encore entamé la mise en œuvre de la théorie du changement pour le DD.

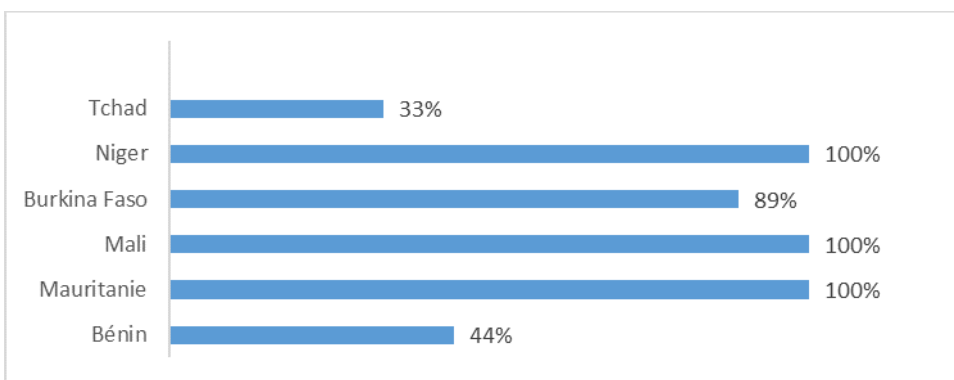
Graphique 9 : Pourcentage de pays ayant mis en œuvre les étapes du Guide de programmation du DD



Source : CREG 2020

Un score est calculé sur les pays et permet de classer ceux-ci par rapport à la mise en œuvre du Guide de programmation. Chaque pays se voit attribuer une note de 1 pour chaque étape entamée ou déjà mise en œuvre et 0 si l'étape n'est pas encore entamée. Le score du pays est une moyenne arithmétique des notes obtenues sur l'ensemble des 9 étapes. Ainsi, un score de n% indique que le pays a mis en œuvre n% des étapes du Guide de programmation. Le graphique ci-dessous présente le score obtenu par chaque pays dans la mise en œuvre du Guide de programmation.

Graphique 10 : Score des pays pour la mise en œuvre (en %)



Source : CREG 2020

La totalité des étapes du Guide de programmation est mise en œuvre par le Mali, la Mauritanie et le Niger (voir graphique ci-dessus). Le score de mise en œuvre est de 100% pour chacun de ces trois pays.

En revanche, le Burkina Faso et le Bénin ont mis en œuvre respectivement 89% et 44% des étapes du Guide. Dans ces deux pays, les raisons qui font tarder la mise en œuvre complète du Guide sont, entre autres :

- la non-exécution de la validation scientifique du profil pays de 2015 pour le cas du Bénin ;
- l'insuffisance des ressources, la lourdeur des procédures administratives et la non disponibilité des données pour le cas du Burkina Faso.

Le retard accusé par le Bénin est aussi lié à son entrée tardive dans le SWEDD qui a été effective 2 années après les autres pays.

Pour remédier à ce retard, le Bénin recommande d'accélérer la mise en place du cadre institutionnel de l'ONDD et de programmer des activités de celui-ci dans le Plan de Travail Annuel de 2020. Quant au Burkina Faso, il préconise d'allouer suffisamment de ressources aux activités de l'ONDD, d'alléger les procédures administratives et de collecter régulièrement des données pour alimenter les indicateurs suivis par l'ONDD.

Le Tchad est le pays qui a le plus faible score (33%) dans la mise en œuvre des étapes du Guide de programmation. Les raisons d'une telle situation sont multiples. Il s'agit entre autres d'une faible disponibilité, la non exhaustivité des données, la non appropriation de l'outil I2S2D et une déperdition des membres de l'équipe NTA.

Par ailleurs, pour les étapes du Guide qui sont mises en œuvre par les pays, le niveau d'achèvement varie fortement d'une étape à une autre, et d'un pays à un autre. Selon le tableau ci-dessous, cinq (5) étapes du Guide sont exécutées à 100% par le Burkina Faso et par le Niger. Le taux d'exécution est également de 100% pour quatre étapes en Mauritanie. Le Mali et le Bénin ont exécuté à 100% chacun trois des neuf étapes du Guide de programmation.

Le Tchad quant à lui n'a exécuté que la première étape du Guide à 100%.

Tableau 3 : Taux d'exécution des étapes du Guide de programmation (%)

Etape du Guide	Bénin	Mauritanie	Mali	Burkina Faso	Niger	Tchad
1- Elaboration analyse du profil-pays	80	100	100	100	100	100
2- Déclaration de politique visant à exploiter le DD	0	100	100	100	100	67
3- Identification et analyse des lacunes	0	100	100	75	100	
4- Création de partenariat	100	75	80	100	100	
5- Elaboration d'une théorie de changement pour le DD	0	75	50	75	80	
6- Planification de la mise en œuvre	0	50	50	100	90	
7- Mise en œuvre de la théorie du changement pour le DD	0	50	25	0	20	
8- Suivi et Evaluation	100	25	25	100	75	50
9- Généralisation et intégration du DD dans le PND	100	100	90	80	100	

Source : CREG 2020

A cause de certaines difficultés, toutes les étapes n'ont pas été achevées dans l'ensemble des pays SWEDD, même si elles ont été entamées. Les principaux blocages soulignés par les pays sont :

- le cadre institutionnel de mise en œuvre non installé ;
- les moyens financiers insuffisants ;
- la prise de connaissance tardive des exigences du Guide de programmation ;
- la non prise en compte de la théorie du changement dans le programme d'activités ;
- Absence de feuille de route sur le DD au niveau national ;
- Non appropriation du concept du DD dans les différents ministères ;
- Faible vulgarisation du Guide de Programmation du DD.

CONCLUSION

L'analyse des résultats issus de l'enquête fait état d'une prise en compte effective des questions liées au DD dans les plans nationaux de développement de l'ensemble des pays SWEDD.

En se basant sur les champs couverts par l'indice composite qui mesure le niveau d'exploitation du DD à l'échelle nationale, les résultats révèlent que toutes les sous-dimensions ont été intégrées avec l'existence d'actions spécifiques dans la quasi-totalité des pays. Seuls les plans de développement du Mali et du Burkina Faso ne mentionnent pas d'actions précises pour certaines dimensions comme *Capital social* et *Sports et loisirs* respectivement. Le PND 2017-2021 du Tchad est le seul programme qui ne mentionne pas d'actions pour plusieurs dimensions à la fois (Assainissement, Infrastructures et services sociaux de base et Migrations et transferts).

Par ailleurs, l'effectivité de la prise en considération de ces différentes dimensions est assurée par l'existence de lignes budgétaires dédiées à chacune d'elles. En effet, il ressort de l'analyse que pour 5 des 7 pays enquêtés, il existe une ligne budgétaire prévue pour chaque champ du DD. Toutefois, l'analyse factorielle fait état de disparités entre les pays en ce qui concerne la part de chaque champ dans le budget national. Ainsi, les résultats révèlent que la gouvernance, la sécurité et le capital humain occupent une part importante du budget des pays comme la Mauritanie et le Burkina Faso tandis que les dépenses publiques tchadiennes dédiées aux projets de construction d'infrastructures et aux projets portants sur l'environnement, l'habitat, l'urbanisation et l'assainissement sont plus importantes que celles des autres secteurs. Concernant le Niger, on observe que l'allocation budgétaire est plus en faveur du changement de la structure de la population, du capital social, du sport et loisirs, de l'emploi et l'entrepreneuriat puis des migrations et transferts. Par ailleurs, les dimensions sont traitées d'une façon plus ou moins égalitaire dans le budget au Mali.

En ce qui concerne la mise en œuvre du Guide de programmation, l'analyse montre que la totalité des étapes du Guide de programmation est implémentée par le Mali, la Mauritanie et le Niger. Par contre, le Burkina Faso, le Bénin et le Tchad ont mis en œuvre respectivement 89%, 44% et 33% des étapes du Guide. Toutefois, le niveau d'achèvement varie fortement d'une étape à une autre, et d'un pays à un autre. En effet, cinq (5) étapes du Guide sont exécutées à 100% par le Burkina Faso et par le Niger. Le taux d'exécution est également de 100% pour quatre étapes et pour trois étapes respectivement en Mauritanie et au Mali. Au Tchad, une seule étape du Guide a été exécutée entièrement.

En somme, l'enquête fait ressortir un réel engagement des pays SWEDD en faveur des questions de dividende démographique. Les plans de développement couvrent

quasiment tous les champs du dividende démographique avec actions prévues et des lignes budgétaires dédiées. Toutefois, une analyse plus approfondie consistant à déterminer des élasticités budgétaires pour chaque dimension du DD aiderait à mieux définir les priorités du budget et à renforcer l'efficacité des politiques à mettre en œuvre. Cet approfondissement de l'étude nécessite, entre autres, de disposer d'une série de budgets des pays exécutés sur plusieurs années ainsi que le DDMI calibré sur la même période.

REFERENCES

Creel J., B. Ducoudré, C. Mathieu et H. Sterdyniak (2005), « *Doit-on oublier la politique budgétaire ? Une analyse critique de la nouvelle théorie anti-keynésienne des finances publiques* », *Revue de l'OFCE*, no 92, janvier 2005.

Creel, J., Heyer, E. et M. Plane, 2011, « *Petit précis de politique budgétaire par tous les temps* », *Revue de l'OFCE*, 116, 61-88.

CREG (2019). « *Analyse des indicateurs régionaux de suivi du dividende démographique de la zone SWEDD* », *Premier Rapport de l'Observatoire Régional du Dividende Démographique (ORDD)*.

Galambosné, T. M. (2018) "The weight of weighting-an empirical study based on the OECD better life index", *the business and Management Review*, Vol.9 N°3

Jacobs R., Smith P. and Goddard M. (2004), "Measuring performance: an examination of composite performance indicators", *Centre for Health Economics, Technical Paper Series 29*

OECD (2008) "Handbook on constructing composite indicators; Methodology and user guide", www.oecd.org/publishing/corrigenda

OECD (2011), *How's Life?: Measuring Well-being*, OECD Publishing. doi: 10.1787/9789264121164-en

ANNEXE : QUESTIONNAIRE

Prise en compte du dividende démographique dans les Plans nationaux de développement des pays du SWEDD

1. Date : Cliquez ici pour entrer du texte.
2. Pays : Cliquez ici pour entrer du texte.
3. Dans votre pays, quelle est la dénomination de l'actuel référentiel de politique nationale de développement communément appelé Plan national développement (PND) ?..... Cliquez ici pour entrer du texte.
4. Quelle période a été définie pour la mise en œuvre de l'actuel PND ?..... Cliquez ici pour entrer du texte.
5. Quelle est la vision de ce document de politique (PND) ? Cliquez ici pour entrer du texte.
6. La problématique du dividende démographique est-elle prise en compte dans le PND ?
OUI SI OUI, ALLER A LA QUESTION N°8.
NON
7. Sinon, quels en sont les principaux blocages selon vous ? Cliquez ici pour entrer du texte. ALLER A LA SECTION I
8. Combien de fois le terme « dividende démographique » apparaît dans le PND ? Cliquez ici pour entrer du texte.

SECTION I : MISE EN ŒUVRE DU GUIDE DE PROGRAMMATION DU DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE

1.1. En tant que membre du Projet SWEDD, votre pays a adopté le Guide de programmation du DD en Février dernier. Veuillez compléter le tableau suivant en indiquant les différentes étapes de ce Guide qui ont déjà été mises en œuvre, et le cas échéant le niveau de réalisation de chaque étape.

N°	Etapes du Guide de programmation	Mise en œuvre ou Etape entamée (Cocher la case correspondante à votre réponse)	Si OUI, veuillez indiquer le taux de réalisation sur une échelle de 1% (démarrage) à 100% (étape achevée)
1	Elaboration analyse du profil-pays	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	
2	Déclaration de politique visant à exploiter le DD	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	
3	Identification et analyse des lacunes	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	
4	Création de partenariat	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	
5	Elaboration d'une théorie de changement pour le DD	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	
6	Planification de la mise en œuvre	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	
7	Mise en œuvre de la théorie du changement pour le DD	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	
8	Suivi et Evaluation	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	
9	Généralisation et intégration du DD dans le PND	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	

1.2. Concernant les étapes qui ont mises en œuvre ou entamées, quelles sont les principales difficultés rencontrées ? Cliquez ici pour entrer du texte.

1.3. Concernant les étapes non mises en œuvre, quels en sont les principaux blocages ? Cliquez ici pour entrer du texte.

1.4. Comment pensez-vous remédier à ces blocages ? Cliquez ici pour entrer du texte.

SECTION II : DIAGNOSTIC DU PLAN NATIONAL DE DEVELOPPEMENT (PND)

2.1. Le diagnostic stratégique du PND inclut-il les secteurs ou dimensions suivantes ? Veuillez remplir le tableau ci-dessous à cet effet en cochant OUI ou NON.

N°	Dimensions	Prise en compte dans le PND (Veuillez cocher la bonne réponse)
1	Structure de population / Planification familiale	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
2	Emploi et entrepreneuriat	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
3	Bonne gouvernance	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
4	Environnement	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
5	Capital social	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
6	Habitat et Urbanisation	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
7	Sport et loisirs	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
8	Sécurité	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
9	Assainissement	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
10	Conditions de vie	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
11	Sécurité alimentaire	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
12	Protection sociale	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
13	Santé	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
14	Education et développement de compétences	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
15	Infrastructures et services sociaux de base	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
16	Migration et transferts	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>

SECTION III : ORIENTATIONS STRATEGIQUES ET ACTIONS BUDGETAIRES

3.1. Quels sont les axes stratégiques du PND de votre pays qui prennent en compte de façon explicite ces secteurs ou dimensions ? Veuillez compléter le tableau ci-dessous SVP.

N°	Dimensions	Axes stratégiques (Veuillez préciser les axes stratégiques du PND qui prennent en compte les dimensions pour lesquelles vous avez coché OUI à la Section 2 plus haut)
1	Structure de population / Planification familiale	
2	Emploi et entrepreneuriat	
3	Bonne gouvernance	
4	Environnement	
5	Capital social	

N°	Dimensions	Axes stratégiques (Veuillez préciser les axes stratégiques du PND qui prennent en compte les dimensions pour lesquelles vous avez coché OUI à la Section 2 plus haut)
6	Habitat et Urbanisation	
7	Sport et loisirs	
8	Sécurité	
9	Assainissement	
10	Conditions de vie	
11	Sécurité alimentaire	
12	Protection sociale	
13	Santé	
14	Education et développement de compétences	
15	Infrastructures et services sociaux de base	
16	Migration et transferts	

3.2. Existe-t-il des actions spécifiques définies par le PND pour la mise en œuvre des dimensions qui y sont intégrées ? Veuillez compléter le tableau ci-dessous et indiquer, le cas échéant, les actions prévues.

N°	Dimensions	Existence d'actions spécifiques (Veuillez cocher la case correspondante)	Liste des actions (Veuillez indiquer quelques actions)
1	Structure de population / Planification familiale	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	1. 2. 3.
2	Emploi et entrepreneuriat	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	1. 2. 3.
3	Bonne gouvernance	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	1. 2. 3.
4	Environnement	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	1. 2. 3.
5	Capital social	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	1. 2. 3.
6	Habitat et Urbanisation	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	1. 2. 3.
7	Sport et loisirs	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	1. 2. 3.
8	Sécurité	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	1. 2. 3.
9	Assainissement	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	1. 2. 3.
10	Conditions de vie	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	1. 2. 3.
11	Sécurité alimentaire	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	1. 2. 3.
12	Protection sociale	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	1. 2. 3.
13	Santé	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	1. 2. 3.
14	Education et développement de compétences	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	1. 2. 3.
15	Infrastructures et services sociaux de base	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	1. 2. 3.
16	Migration et transferts	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	1. 2. 3.

3.3. Est-ce qu'il existe des lignes budgétaires spécialement dédiées aux différents aspects ci-dessous. Le cas échéant, veuillez indiquer le montant prévu sur la période d'exécution du PND.

N°	Champs	Existence de lignes budgétaires		Budget alloué (en millions de devises locales)
1	Structure de population / Planification familiale	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>	
2	Emploi et entrepreneuriat	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>	
3	Bonne gouvernance	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>	
4	Environnement	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>	
5	Capital social	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>	
6	Habitat et Urbanisation	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>	
7	Sport et loisirs	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>	
8	Sécurité	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>	
9	Assainissement	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>	
10	Conditions de vie	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>	
11	Sécurité alimentaire	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>	
12	Protection sociale	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>	
13	Santé	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>	
14	Education et développement de compétences	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>	
15	Infrastructures et services sociaux de base	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>	
16	Migration et transferts	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>	

SECTION IV : CADRE DE RESULTATS

4.1. Quels sont les indicateurs de mesure globale d'atteinte des résultats du PND ?

Cliquez ici pour entrer du texte.

4.2. Quels sont les indicateurs de mesure d'atteinte des résultats stratégiques ?

Cliquez ici pour entrer du texte.

4.3. Existe-t-il des indicateurs spécifiques aux secteurs ci-dessous ? Veuillez compléter le tableau ci-dessous et indiquer les différents indicateurs.

N°	Champs	Existence d'indicateurs		Liste des indicateurs		
1	Structure de population / Planification familiale	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>	1.	2.	3.
2	Emploi et entrepreneuriat	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>	1.	2.	3.
3	Bonne gouvernance	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>	1.	2.	3.
4	Environnement	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>	1.	2.	3.
5	Capital social	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>	1.	2.	3.
6	Habitat et Urbanisation	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>	1.	2.	3.
7	Sport et loisirs	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>	1.	2.	3.
8	Sécurité	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>	1.	2.	3.
9	Assainissement	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>	1.	2.	3.
10	Conditions de vie	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>	1.	2.	3.
11	Sécurité alimentaire	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>	1.	2.	3.
12	Protection sociale	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>	1.	2.	3.
13	Santé	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>	1.	2.	3.
14	Education et développement de compétences	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>	1.	2.	3.
15	Infrastructures et services sociaux de base	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>	1.	2.	3.
16	Migration et transferts	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>	1.	2.	3.



© CREG 2020